



Paris, le 13 août 2020

Agressions et incivilités contre les Maires : L'APVF demande au Ministère de la Justice d'être plus réactif et aux côtés des élus

Face au nombre d'agressions et d'incivilités contre les Maires qui continue année après année d'être en augmentation, l'Association des Petites Villes de France, présidée par Christophe Bouillon, Maire de Barentin (76), ancien député de Seine-Maritime, demande au Ministère de la Justice que les parquets soient infiniment plus réactifs et aux côtés des Maires. Les textes législatifs existent, il suffit de les appliquer **fermement et systématiquement**.

Pour autant, les leçons du drame intervenu dans la commune de Signes en août dernier n'ont pas été suffisamment tirées. Certes, des propositions des associations d'élus dont celles de l'APVF ont été reprises dans la loi « Engagement et Proximité », notamment le renforcement de la protection juridique des Maires. Mais les Maires des petites villes et des communes rurales, c'est-à-dire les principales victimes des agressions et des incivilités parce qu'en première ligne, doivent être systématiquement aidés dans leurs démarches judiciaires afin de se sentir moins seuls en cas d'agression.

De même, l'APVF demande la prise en charge automatique des frais de justice des élus victimes de violence.

Au-delà des condamnations et des mots de compassion certes légitimes, l'APVF demande au Gouvernement de prendre pleinement la mesure de la situation et d'agir en conséquence rapidement. Les Maires attendent maintenant des actes concrets.

Contact Presse

André ROBERT, Délégué général - 06 80 84 27 53 - arobert@apvf.asso.fr

Association des petites villes de France

« Porter la voix des maires des petites villes »

